

Le 16 juin 2020

## LE CABINET NOIR À LA MANŒUVRE



Très lourdement concerné par les restrictions de déplacements appliquées au pic de la crise, la réouverture des frontières intra-européennes va désormais permettre à l'aérien d'entamer sa reprise.

Soulignons que, si nombre d'opérateurs publics ont stoppé leur activité pendant cette période troublée, nous pouvons nous féliciter que le contrôle aérien, lui, n'ait jamais cessé de remplir sa mission.

Pourtant, à l'heure où toutes les forces indispensables de la nation devaient assurer les services essentiels, où les contrôleurs aériens se rendaient à leurs postes dans des conditions sanitaires parfois contestables, certains acteurs de la DGAC se consacraient eux à des basses besognes : comment exploiter au mieux la fenêtre post-crise sanitaire ?

**Le CT DSNA, convoqué en téléconférence, devait en être le pitoyable aboutissement. L'UNSA se refuse à cautionner un tel opportunisme et boycotte le CT.**

### UN MÉCANISME D'EXCEPTION TRANSPOSÉ DANS LE CADRE STANDARD ?

C'était un mécanisme d'exception, déployé au plus fort de la crise sanitaire. À un moment où, face à l'impossibilité de respecter les mesures barrières au sein des tours et des salles de contrôle, mais avec l'obligation d'envoyer des contrôleurs aériens en première ligne, la crainte d'une contamination massive aurait pu remettre en cause la continuité d'un service indispensable au pays.

**Dans cette situation extrême, la réserve opérationnelle (RO) devait alors garantir la disponibilité immédiate de forces capables de se substituer à des pans d'équipes entiers, en cas de défaillance majeure. Un dispositif exceptionnel, un ultime secours...**

**Si le dialogue social à la DGAC s'est trop souvent montré défaillant et conflictuel au cours de la dernière décennie, une nouvelle étape consternante vient d'être franchie à l'occasion de cette crise sanitaire.**

**Alors que l'UNSA-ICNA appelait de ses vœux, dans le monde d'après, une gestion post-crise collective et bienveillante, cette tentative malsaine de réforme à marche forcée, et alors que le dialogue social est paralysé, ne fait qu'assombrir davantage le terrible bilan d'une DSNA qui a perdu la confiance de ses personnels.**

Trois mois plus tard, les considérations impérieuses ont bien changé et c'est désormais à des fins de réformes à marche forcée, que la DSNA espère exploiter cette mesure de crise. Basses et honteusement opportunes manœuvres diront certains, profiteurs de guerre diront d'autres...

**L'UNSA-ICNA s'opposera à tout marchandage qui pourrait être fait entre du temps d'astreinte et du temps de repos.**

### LES RO, EN CAUTION DES EXPÉS...

Lorsqu'on parle de tirer les leçons de nos dysfonctionnements majeurs, étrange que la DGAC ne se préoccupe que de sa soudaine surcapacité conjoncturelle, un « problème » bien dérisoire, évidemment lié à l'arrêt des opérations aériennes de ces derniers mois.

En effet, semblant disposer de multiples « *task forces* » désœuvrées, pourquoi ne se concentre-t-elle pas sur sa gestion catastrophique des projets de modernisation technique, ses milliards d'euros dilapidés à perte, quand le trafic et ses recettes nous auraient permis de rattraper notre retard colossal et d'empêcher la dégradation continue des outils et des locaux du contrôle aérien français ?

**Quid également de la volonté de cette même DSNA – si soucieuse de cette notion de surcapacité – de chercher la pérennisation d'expérimentations, dont elle reconnaît l'inutilité compte tenu des prévisions actuelles ?**

Comment peut-elle parvenir à justifier leur maintien si ce n'est par la volonté d'endetter les ICNA et d'empêcher ainsi tout retour arrière à terme ?

Pire, quelle serait l'équité dans le corps, si l'objet de cette pérennisation des RO était de gérer la surcapacité de tous, quand seuls certains profitent de compensations financières datant d'une autre époque ?

ICNA, informez-vous, rejoignez-nous

Notre site : [www.icna.fr](http://www.icna.fr) | Nous contacter : [unsa@icna.fr](mailto:unsa@icna.fr)